

2 Politique

Activités de la première dame du Gabon/ Présentation de l'Ecole Ruban vert (ERV) Sylvia Bongo Ondimba : "L'éducation est le seul rempart contre le désespoir, l'obscurantisme et le chaos"

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Hôte d'une quarantaine d'ambassadeurs en poste à Libreville, samedi dernier, l'épouse du chef de l'Etat a présenté l'école internationale le Ruban vert, fruit d'un rêve qu'elle n'a cessé de caresser dans sa jeunesse, et auquel elle a, petit-à-petit, donné forme. Un modèle innovant pour l'éducation en Afrique.

"TRES jeune, j'ai rêvé de m'investir avec force dans le secteur de l'éducation. Un peu plus tard, ce rêve s'est précisé et a pris la forme d'une école (...) Mais ce n'était encore qu'un rêve... Aujourd'hui, l'éducation est bien devenue, avec la lutte contre le cancer, mon cheval de bataille. A travers elle, je veux promouvoir l'égalité des chances, la culture du mérite et un changement positif pour le futur de notre pays". Ces paroles de Sylvia Bongo Ondimba aux ambassadeurs en poste à Libreville, samedi dernier dans l'auditorium de l'Ecole internationale Ruban vert (ERV), résumaient l'essentiel de sa vision pour la formation de la jeunesse. Celle-ci a donné naissance, aujourd'hui, à un magnifique cadre propice à l'excellence, arrimé aux normes internationales, et susceptible de développer particulièrement les langues, les sciences ainsi que les talents sportifs et artistiques.



Photo : Bandoma

La première dame et ses invités effectuant une visite guidée des installations de l'école, par les élèves.



Photo : Bandoma

Les visiteurs, ici, dans une salle de classe où des jeunes recevaient des cours de soutien.



Photo : Bandoma

La grande photo de famille au terme de la cérémonie.

La visite et la présentation de l'école à laquelle la première dame du Gabon a convié ses invités, a permis non seulement de découvrir une architecture raffinée, un modèle innovant de formation et d'éducation porté vers le développement durable, mais également l'éveil des élèves formés dans une démarche bilingue.

Avec un ordre d'enseignement allant du maternel au secondaire, l'ERV, selon l'épouse du chef de l'Etat, est un lieu pour se construire, s'épanouir personnellement, pour mieux exprimer le sens du partage, du vivre-ensemble, de l'amour, du respect d'autrui, dans l'acceptation de ses différences. "Nous avons constitué un groupe-

ment d'intérêt économique pour permettre à cette belle réalisation d'être pérenne, tout en offrant des bourses d'études aux élèves méritants dont les parents ne peuvent pas toujours subvenir aux frais de scolarité. Aujourd'hui, plus de 10% de nos élèves sont boursiers. L'objectif est d'augmenter ce chiffre à 20% dans l'avenir. J'espère ainsi, à tra-

vers ERV, porter le Gabon au plus haut niveau sur la scène internationale", a confié Sylvia Bongo Ondimba. Mais pour rayonner et vivre pleinement son ambition, elle a besoin de s'ouvrir à d'autres cultures et mondes, d'intégrer la diversité, et tisser des partenariats avec les meilleures écoles internationales. "Elle a besoin de votre soutien,

de vos apports et recommandations. Je vous invite à apporter votre pierre à la construction de l'adulte de demain en jouant pleinement votre rôle d'artisan de paix auprès de notre belle jeunesse. Car j'en ai la ferme conviction : l'éducation est le seul rempart contre le désespoir, l'obscurantisme et le chaos. Elle est l'assurance d'un monde plus solidaire, plus égalitaire et plus digne", a-t-elle dit. Pour Matthew Smith, le directeur général de ladite structure, ERV ne cherche pas seulement à se positionner comme l'école la plus innovante d'Afrique, mais aussi à apporter son modèle à de nouveaux pays, en répliquant le concept et en construisant de nouveaux campus. "Nous voulons, a-t-il souligné, créer une école unique au monde, connectée et orientée vers le changement positif et destinée à changer notre société".

La Semaine de ...

Au-delà des recommandations !

PLUSIEURS événements ont marqué la semaine écoulée. Entre autres la conférence de presse du Porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, au cours de laquelle il est longuement revenu sur les séances de travail autour du Premier ministre, Daniel Ona Ondo pour chercher les voies et moyens de répondre aux doléances des agents en grève dans les secteurs de l'éducation, la santé et les affaires sociales ; le Conseil exécutif du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) de Me Ndaot ; le point de presse du président du Parti gabonais du progrès (PGP), Benoît Mouity Nzamba, qui a rendu public son soutien à la candidature de Jean Ping à la prochaine Présidentielle ; la réunion de la Commission mixte Gabon-Chine ; la conférence de haut niveau sur le thème : "Quand les médias créent la paix" ; la 26e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, à laquelle a pris part le président Ali Bongo Ondimba ; etc.

De tous ces événements, celui qui a particulièrement retenu notre attention c'est la conférence qui a réuni experts et acteurs des médias. C'est fort de cela que nous lui consacrerons l'essentiel de la présente chronique.

Toutefois, avant de revenir en profondeur sur ces assises, intéressons-nous un tant soit peu à la conférence de presse du Porte-parole du gouvernement. Occasion pour nous de saluer l'organisation de l'équipe de Daniel Ona Ondo qui a non seulement ex-

aminé les différents cahiers de charges des agents grévistes, mais a surtout décidé de rendre publiques, par une communication plutôt méthodique, claire et pertinente, les conclusions de sa réflexion.

C'est ainsi par exemple que s'agissant de la PIP du 2e trimestre 2015, il a été affirmé le principe de payer ladite prime aux ayants-droit. Ce qui devrait se faire de fin février à fin juillet 2016, selon les modalités qui seront rendues publiques le moment venu. Et dans cette perspective, les administrations de la Santé, de l'Enseignement supérieur et de l'Education nationale seront prioritaires. Tout comme, en ce qui concerne les rappels, le gouvernement a dit clairement qu'au regard des difficultés de trésorerie en 2016, "il a été décidé de privilégier le paiement de la PIP". La question des rappels sera à nouveau évoquée à partir de fin juillet 2016. Dit clairement comme cela, il sera difficile que les organisations syndicales ne soient pas compréhensives. Il reviendra donc au gouvernement de tenir parole et d'honorer ses engagements. Il est évident que nombreux sont gênés de voir bloquer des secteurs aussi sensibles à cause des mêmes problèmes. C'est par exemple, le cas du centre psychiatrique de Melen fermé depuis deux ans, pour des travaux évalués à environ 300 millions de F CFA, dit-on.

De la conférence sur les médias et la paix

Libreville a abrité, les 25 et 26 janvier 2016, une conférence de haut niveau sur le thème

: "Quand les médias créent la paix". Ces assises ont été organisées par l'Institut des Nations unies pour la Formation et la Recherche (Unitar), en partenariat avec le gouvernement gabonais via le ministère de la Communication. Il faut reconnaître la pertinence de cette initiative, 2016 étant une année électorale au Gabon. L'expérience a montré qu'en pareilles circonstances, on observe une montée de la tension et une menace de la paix...

On retiendra qu'au terme de ces échanges, plusieurs recommandations ont été formulées à l'endroit des principaux protagonistes. C'est ainsi qu'à l'attention des pouvoirs publics, il s'agit de "tout mettre en œuvre pour faciliter la formation des professionnels des médias au Gabon, en garantissant les opportunités de formation initiale et de formation continue de qualité ; assurer le renforcement des capacités des journalistes en matière de traitement de l'information, notamment en période électorale ; faciliter l'accès à l'information, notamment par l'adoption de textes spécifiques ; etc."

Les recommandations à l'endroit des professionnels des médias tournent autour de "la mise en place d'une plate-forme professionnelle pour les journalistes gabonais ; redynamiser l'application de la Charte des droits et devoirs des journalistes au Gabon ; appropriation et vulgarisation du Code de bonne conduite pour les journalistes de l'Afrique centrale en période électorale ; encourager les bonnes pratiques basées sur la vérification des informations publiées ; etc."

Et s'agissant des partenaires et autres organisations internationales, il leur a été recommandé "d'accompagner et soutenir les journalistes et les institutions nationales dans la mise en œuvre de leurs projets à travers divers mécanismes"...

Autant d'idées qui, quoique bonnes, s'avèrent loin d'être suffisantes pour garantir la sérénité dans le monde des médias, quant à leur responsabilité par rapport à la paix. Dès lors, il faut, avant tout, recenser ce qui est de nature à menacer la paix. Dans cette perspective, on peut voir de manière non exhaustive : la diffusion des informations injurieuses et calomnieuses, touchant souvent à la vie privée ; les règlements de comptes politiques par voie de presse ; la publication de fausses informations dans l'intention de nuire ; etc.

Qu'est-ce qui peut être à l'origine de cette situation ? Parmi les causes les plus en vue on cite la qualité des acteurs (là intervient le problème de la formation conventionnelle ou non) ; le niveau de vie des acteurs (ici intervient leur degré d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et financiers) ; l'absence de volonté d'assainir observée chez les gouvernants (d'où la tentative de contrôle des organes de régulation et de la justice) ; etc.

En dernière analyse, une question s'impose : pourra-t-on réellement assainir le paysage médiatique tant que les politiques trouveront leur compte dans la situation actuellement décriée ?